

LES PÊCHES

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il y a 43 ans aujourd'hui, les habitants de Terre-Neuve et du Labrador ont choisi librement de devenir des citoyens du Canada qui reste, en dépit des difficultés et des déceptions que l'on connaît en ce moment, l'une des nations les plus privilégiées de la terre.

En se joignant au Canada, les Terre-Neuviens ont apporté des arguments de poids lorsqu'il a fallu justifier ce qui est devenu la zone économique de 200 milles.

Compte tenu des efforts que déploient aujourd'hui les pêcheurs terre-neuviens pour défendre les droits du Canada au-delà de la limite de 200 milles, combien de temps encore la population de Terre-Neuve et du Labrador, voire de tout le Canada, devra-t-elle attendre avant que le gouvernement agisse et étende unilatéralement sa compétence sur les extrémités des Grands bancs et mette fin à l'anéantissement des stocks de morue de l'Atlantique nord par les nations du monde?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme le sait le député, le gouvernement a tout mis en oeuvre pour tenter de sauver ces ressources, non pas uniquement pour les pêcheurs canadiens — le plus important pour nous —, mais aussi pour les pêcheurs européens, car la destruction de cette ressource n'est pas non plus dans leur intérêt.

Le meilleur moyen de parvenir à nos fins consiste à utiliser les tribunes multilatérales et à collaborer avec des organismes européens comme l'OPANO, ainsi que les autres tribunes internationales comme la réunion de la CNUED où nous présenterons un important mémoire en juin en présence du premier ministre qui s'y rendra en personne pour bien faire ressortir la gravité de la situation. Nous comptons aussi rallier d'autres nations à notre point de vue sur la compétence par rapport aux ressources en haute mer et sur la protection des ressources halieutiques.

J'ai été encouragée la semaine dernière par ma rencontre avec les Allemands qui m'ont assurée de leur coopération dans nos discussions avec d'autres pays européens.

• (1440)

Je l'ai déjà dit ici à la Chambre, c'est ainsi que nous réglerons la question au nom des pêcheurs de Terre-Neuve et de l'industrie de la pêche. Nous remuerons ciel et terre tant que nous n'aurons pas atteint notre but.

Questions orales

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Permettez-moi de poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Le député de St. John's-Ouest, ministre des Pêches et des Océans, a survolé le nez et la queue des Grands bancs ce matin.

J'aimerais dire au premier ministre que les gens de Terre-Neuve et du Labrador, comme tous les Canadiens d'ailleurs, ne veulent pas que le ministre se contente de survoler ce secteur. Ils veulent qu'il descende et qu'il déclare, au nom de tous les citoyens du pays, notre compétence dans le secteur du nez et de la queue des Grands bancs.

J'aimerais poser une question au premier ministre: Pourquoi le gouvernement du Canada encourage-t-il les pêcheurs canadiens à déclarer symboliquement notre droit de propriété à l'égard des extrémités des Grands bancs, car c'est bien là ce qui se passe, alors qu'il n'est pas prêt à revendiquer légalement sa compétence dans ce secteur et à faire cesser dès maintenant, non pas l'année prochaine ou plus tard, le pillage de ces importants stocks de morue, qui représentent un apport important pour le panier à provisions de la planète?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis certainement d'accord avec le député lorsqu'il déclare que ces stocks de morue alimentent le panier à provisions du monde, et c'est pourquoi il faut prendre des mesures multilatérales pour les sauvegarder.

Les mesures prises jusqu'à maintenant par le gouvernement sont non seulement pertinentes, elles sont aussi efficaces. La décision des pêcheurs de Terre-Neuve de créer leur propre symbole ne représente qu'un autre moyen utile, pourvu que cette manifestation respecte l'étendue de notre compétence, comme elle le fait depuis le début de leur périple vers la limite des 200 milles.

Je ne peux imaginer meilleure façon de procéder; le gouvernement oeuvre aux niveaux diplomatique, politique et officiel, les pêcheurs organisent une manifestation prouvant leur intérêt et l'industrie montre aussi à quel point elle s'intéresse à la question. En fin de compte, cette coordination des efforts va sans doute venir à bout de la situation.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et elle a trait à l'otage canadien retenu au Liban. La ministre a refusé à cinq reprises, dans les derniers six mois, de reconnaître que M^{me} Henriette Haddad avait été enlevée au Liban. Tous les autres gouvernements font du mieux qu'ils peuvent pour libérer